



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Acheteur :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet de l'accord-cadre :

Prestations de Tierce Recette Applicative en centre de services (TRA)

**Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique**

**Consultation selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application
des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code susvisé**

Date et heure de remise des candidatures/offres : 11 août 2025 avant 12h00

Sommaire

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2. PARTIES CONTRACTANTES	5
3. PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ.....	6
3.1. Procédure de passation.....	6
3.2. Forme du marché.....	6
4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
5. PIÈCES CONTRACTUELLES	6
5.1. Ordre de priorité.....	6
6. DÉSIGNATION DES PRESTATIONS	7
Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application.....	7
7. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
7.1. Forme des notifications et informations.....	8
7.2. Obligations du Titulaire.....	9
7.2.1. Dispositions générales	9
7.2.2. Equipe du personnel	9
7.2.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	10
7.2.4. Protection de l'environnement, sécurité et santé	11
7.3. Obligations de l'acheteur.....	11
8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.1. Emission des bons de commande.....	12
8.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	13
8.3. Délai d'exécution	13
8.4. Prolongation des délais d'exécution	13
8.5. Lieux de réalisation des prestations	14
8.6. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	14
9. VERIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	15
10. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ECONOMIQUES.....	15
11. SOUS-TRAITANCE	16
12. CLAUSES DE REEXAMEN	16

13.	CONFIDENTIALITE	17
13.1.	Confidentialité	17
13.2.	PROTECTION DES DONNEES	17
13.3.	MESURES DE SECURITE	18
13.4.	INFORMATION DES SOUS-TRAITANTS	18
14.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
14.1.	Définition des résultats	18
14.2.	Régime des connaissances antérieures	19
14.3.	Régime des résultats	20
15.	PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE	24
16.	PRIX	25
16.1.	Nature des prix	25
16.2.	Contenu des prix	25
16.3.	Variation des prix	26
17.	MODALITES DE REGLEMENT	26
17.1.	Avances	26
17.2.	Facturation	27
17.3.	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance	28
17.4.	Délais de paiement	28
18.	PENALITES	29
18.1.	Catégories de pénalités	29
18.1.1.	Nombre d'anomalies non détectées lors des prestations REALCAMP :	29
18.1.2.	Pénalité en cas de retard dans la mise en place de ressources supplémentaires ou de remplacement de ressources	30
18.2.	Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	30
18.3.	Généralités	31
19.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	31
20.	REPARATION DES DOMMAGES	32
21.	ASSURANCES	32
22.	RESILIATION	33
22.1.	Principes généraux	33

22.2.	<i>Résiliation pour motifs d'intérêt général</i>	33
22.3.	<i>Résiliation pour évènements extérieurs</i>	34
22.4.	<i>Résiliation pour évènements liés au marché</i>	34
22.5.	<i>Résiliation pour faute du titulaire</i>	35
23.	DECOMPTE DE RESILIATION	36
24.	REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE	37
25.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	38
26.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	39
27.	CESSION DE L'ACCORD-CADRE	39
Annexe 1 - RGPD		40
Annexe 2 - Charte de déontologie des achats de FranceAgriMer		

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de Tierce Recette Applicative (TRA) appliquées sur les travaux de développement et de maintenance informatique assurés par FranceAgriMer et ses prestataires sur les systèmes d'information dont l'Etablissement assure la gestion.

2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont les suivantes :

- L'acheteur est l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer). L'autorité légale chargée de le représenter est son Directeur Général.

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentant sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis pour impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

- le titulaire de l'accord-cadre est le prestataire qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne nommément une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre (Cf. article 8.8 du CCTP). D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire au cours de l'exécution de l'accord-cadre ; ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification en leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 5 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	-----------------------

3. PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

3.1. Procédure de passation

Le marché est établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La consultation est lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 alinéa 1 du code de la commande publique

L'avis d'appel public à la concurrence a fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces et Marchés Publics (B.O.A.M.P) ; le dossier de consultation est mis à disposition sur la PLACE (plateforme des achats de l'État - <https://www.marchés-publics.gouv.fr>).

3.2. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 alinéa 1 du code de la commande publique et sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur de 3 200 000 HT pour la totalité du marché reconduction comprise.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 24 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

Il est ensuite reconductible tacitement une fois pour une nouvelle durée de 24 mois, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire deux mois avant la date d'échéance de la première période de 24 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

5. PIÈCES CONTRACTUELLES

5.1. Ordre de priorité

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement, complété, daté et signé au moment de l'attribution du marché au titulaire ;
- l'annexe financière;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 6 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	-----------------------

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- la proposition technique du titulaire présentant de façon détaillée les modalités de réalisation des prestations faisant l'objet du marché (selon le cadre de réponse technique).
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Seules les pièces détenues par l'acheteur font foi. Les pièces de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradictions entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

6. DÉSIGNATION DES PRESTATIONS

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Il fixe les modalités administratives applicables à l'accord-cadre.

La prestation de l'accord-cadre porte sur la réalisation de prestations de Tierce Recette Applicative (TRA) en centre de services.

Les prestations à la charge du titulaire sont définies via des « unités d'œuvre » (UO). Chacune d'entre elles est constituée par un ensemble de tâches assorti d'une obligation de résultat et d'un délai d'exécution fixé, dans un cadre financier forfaitaire.

Les UO du présent accord-cadre sont les suivantes :

Code UO	Libellé UO
INITTRA	Initialisation du marché de TRA
PILOTTRA	Pilotage et de suivi
PRISEDECO	Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application
TRANSFDECO	Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)
PREPARECET	Préparation de la recette
REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
AUTOREAL	Automatisation des tests - conception
AUTOEXC	Exécution de tests automatisés et reporting
CONSEILTRA	Conseil ponctuel dans le domaine des tests

Les caractéristiques et modalités techniques des prestations de l'accord-cadre sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) au travers des articles suivants :

- Le périmètre du marché (article 2) ;
- Le contexte et l'organisation (article 3) ;
- Les prestations existantes (article 4) ;
- La gouvernance et instance du marché (article 5);
- Les prestations attendues (article 6) ;
- Les niveaux de service attendus et indicateurs associés (article 7) ;
- Les conditions d'exécution du marché (article 8) ;
- La sécurité (article 9).

7. OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Forme des notifications et informations

La « notification » est l'action consistant à porter des décisions, observations ou informations qui font courir un délai à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais de la PLACE (profil acheteur utilisé par FranceAgriMer) ou à l'adresse postale des parties mentionnée dans les documents de l'accord-cadre ou à l'adresse électronique des parties communiquées à la notification de l'accord-cadre et lors de son exécution.

En cas de groupement économique, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 8 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	-----------------------

7.2. Obligations du Titulaire

7.2.1. Dispositions générales

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la réalisation des prestations qui lui sont commandées, qu'il est tenu de mettre en œuvre conformément aux obligations et aux spécifications administratives et techniques définies respectivement au présent document et au CCTP.

En l'espèce, le titulaire doit exécuter l'ensemble des prestations de l'accord-cadre dans le respect du cadre normatif et des exigences de sécurité fixés à l'article 9 du CCTP.

Le titulaire s'assure lors de l'établissement de son offre que celle-ci est bien en mesure de couvrir l'ensemble des prestations déterminées à l'accord-cadre. Aucun supplément de coût ne sera accordé pour l'exécution de tâches déterminées au CCTP mais non prévue par le titulaire dans son offre.

Le titulaire ne peut être exonéré de son obligation générale en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant le caractère de force majeure.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toutes les difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ainsi, le titulaire est impérativement tenu d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance en cours d'exécution de l'accord-cadre et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations demandées. Le non-respect de cette obligation constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu d'accepter en cours d'exécution de l'accord-cadre tout audit ou enquête diligenté par le pouvoir adjudicateur et de coopérer avec ce dernier (Cf. article 9 du CCTP).

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé de personnes et de préservation du voisinage. En l'espèce, il doit être en mesure sur simple demande du pouvoir adjudicateur d'être en mesure d'en apporter la justification.

7.2.2. Equipe du personnel

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier et restent sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité en toutes circonstances et pour

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 9 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	-----------------------

quelque motif que ce soit. En l'espèce, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire doit confier la réalisation des prestations à des personnes disposant des compétences nécessaires à la bonne exécution des tâches énumérées à l'accord-cadre et ce sur toute sa durée (Cf. article 8.8 du CCTP).

La qualification du personnel affecté à la réalisation des prestations doit pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur.

Les modalités auxquelles est tenu le titulaire en matière d'organisation des ressources, d'adaptation des ressources aux demandes de FranceAgriMer, de socle minimum de compétences, de règles relatives aux changements d'intervenants sont déterminées à l'article 8.8 du CCTP.

7.2.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire et notamment au centre de services mobilisé pour l'accord-cadre (y compris en tant que sous-traitants) sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est tenu :

- de respecter les normes sociales minimales en vigueur au sein de l'Union Européenne. Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française.

Si un centre est situé hors Union Européenne, la formalisation des engagements du soumissionnaire figure dans un document remis avec son offre ; dans celui-ci sont comparés, sous sa responsabilité, ses engagements au regard des normes sociales minimales en vigueur au sein de l'Union Européenne – en matière notamment :

- de conditions de travail des agents,
- de conditions d'âge (début et fin de carrière) d'emploi,
- de niveaux garantis de rémunération,
- de conditions de protection sociale
- de conditions de sécurité en termes d'environnement de travail (y compris les aspects environnementaux),
- du caractère non discriminatoire des conditions d'emploi,

Ces conditions sont à apprécier au regard des normes de l'Union Européenne et non de la législation locale.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 10 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- de respecter les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ratifiées par la France lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée, à savoir :
 - la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
 - la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
 - la convention sur le travail forcé ;
 - la convention sur l'égalité de rémunération ;
 - la convention concernant la discrimination ;
 - la convention sur l'âge minimum ;
 - la convention sur les pires formes de travail des enfants.

FranceAgriMer se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à un audit indépendant des engagements ainsi pris.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties de l'accord-cadre, ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

7.2.4. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage ; Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

7.3. Obligations de l'acheteur

L'acheteur doit, lors de l'exécution du présent accord-cadre :

- communiquer au titulaire toutes les informations nécessaires ou demandées lui permettant de réaliser les prestations dont il a la charge ;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 11 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- assurer aux préposés du titulaire qu'il a agréés l'accès à ses locaux, dans les conditions prévues par ses règlements ;
- mettre à la disposition des intervenants du titulaire les infrastructures techniques matérielles et logicielles (autres que celles objet du marché) ainsi qu'un espace de travail leur permettant d'assurer les missions pour lesquels le lieu d'exécution sont les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- effectuer toutes les sauvegardes de documents ou fichiers indiquées par le titulaire comme étant pré-requises à ses interventions.

8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Emission des bons de commande

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par l'acheteur qui précisent au titulaire celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en précisent la quantité ainsi que les informations mentionnées au CCTP comme devant figurer sur le bon de commande.

Les bons de commandes sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le rythme d'émission des bons de commande est porté à l'article 6.4 « Les unités d'œuvre » ; Cf. la rubrique « Objet » de chaque unité d'œuvre.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés après la réception d'une commande pour émettre des réserves. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée. Lorsque le titulaire émet des réserves sur une commande, il doit en exposer clairement les raisons, alerter et conseiller le pouvoir adjudicateur sur la faisabilité ou la non faisabilité de la demande, afin de permettre à FranceAgriMer de mesurer les conséquences fonctionnelles et techniques, voire organisationnelles, engendrées par ces réserves.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la date de notification de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne pourra être émis postérieurement à la date de fin de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne pourra excéder un délai d'exécution de plus de six mois après la date limite de validité de l'accord-cadre.

Tout bon de commande comporte à minima les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et la référence du bon de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique à faire porter par le titulaire sur ses factures ;
- la désignation et la quantification de la (ou des) UO concernée(s) ;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 12 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- la date de démarrage de la (ou des) UO concernée(s) ;
- le délai (ou la durée) d'exécution de la (ou des) UO concernée(s). Par défaut, c'est le délai (ou la durée) d'exécution maximale déterminée dans la description des UO figurant dans le CCTP qui s'applique. Le délai (ou la durée) indiqué dans le bon de commande peut être inférieur à ce délai (ou à cette durée) d'exécution maximale pour certaines UO, selon les modalités prévues dans leur description au CCTP ;
- le montant total HT et TTC de la commande.

8.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné à l'accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents de l'accord-cadre pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires ou ouvrés selon l'indication utilisée par les documents de l'accord-cadre et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

8.3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

La date d'expiration du délai d'exécution des prestations effectuées dans les locaux de l'acheteur est la date de livraison ou d'achèvement des prestations. La date d'expiration du délai d'exécution des prestations effectuées dans les locaux du prestataire est celle prévue pour l'admission.

Pour les prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

8.4. Prolongation des délais d'exécution

Pour les délais d'exécutions auxquels le titulaire est tenu sont précisés dans le CCTP.

Sauf cas de figure explicitement autorisé par l'accord-cadre, la prolongation de ces délais n'est possible que lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de les respecter du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

 FranceAgriMer	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 13 / 44
--	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans les délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l'accord-cadre, dans le cas où l'accord-cadre arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours calendaires. Il indique par la même demande la durée de la prolongation demandée. Toute absence de réponse de l'acheteur au titulaire au plus tard huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande vaut acceptation de l'acheteur. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

8.5. Lieux de réalisation des prestations

Les lieux de réalisation des prestations sont déterminés au CCTP (Cf. article 2.3 « lieu d'exécution de la prestation »).

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur le lieu d'exécution des prestations. L'acheteur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants de l'acheteur.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues par le marché.

Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Lorsque la prestation se déroule dans les locaux de l'acheteur, leur accès aux préposés du titulaire est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à FranceAgriMer. En l'espèce, l'acheteur s'engage dès la notification de l'accord-cadre à informer le titulaire de l'ensemble des règles internes auquel le titulaire devra obligatoirement se soustraire.

8.6. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations peut être prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de la demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 10 jours calendaires à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension des prestations. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 14 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées ci-après à l'article 'règlement des différends entre les parties'.

9. VERIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations fournies par le titulaire au titre de l'accord-cadre font l'objet de vérifications dont l'objectif est de constater leur conformité tant quantitative que qualitative. Elles doivent notamment permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire :

- A livré la quantité ou effectué le travail commandé par le pouvoir adjudicateur ;
- A mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'admission des prestations acquises par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété. Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle s'effectue en application de l'article 15 du présent document.

10. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ECONOMIQUES

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans l'accord-cadre comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 15 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

11. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de l'exécution de l'accord-cadre. Le recours à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie des prestations de services faisant l'objet de l'accord-cadre n'est possible qu'à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux dispositions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après le dépôt de l'offre, l'agrément du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur est l'objet d'une notification spécifique au titulaire. Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité, prévue à l'article 19.2.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire, dans le cadre du présent marché, s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

12. CLAUSES DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi, les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu de corriger, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 16 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

13. CONFIDENTIALITE

13.1. Confidentialité

Toutes informations, documents, éléments et supports informatiques de toute nature portant sur l'accord-cadre dont le titulaire a connaissance lors de son exécution présentent un caractère confidentiel.

L'acheteur s'engage pour sa part à maintenir confidentielles les informations se rapportant au mode de fonctionnement du titulaire qui lui seraient signalées comme telles par ce dernier.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre,
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatif aux prestations de l'accord-cadre,
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui restituer les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, à la fin de l'accord-cadre, le titulaire doit restituer tous les documents et tous les fichiers informatisés (ou non) fournis par l'acheteur ou résultant de l'exécution de l'accord-cadre, qui seraient encore en sa possession ou de fournir à l'acheteur la preuve de destruction de tous fichiers manuel ou informatisés stockant des informations saisies.

13.2. PROTECTION DES DONNEES

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

L'annexe **1** au présent document présente les dispositions à respecter par les parties à l'accord-cadre en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 17 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 22 ci-après.

13.3. MESURES DE SECURITE

Le titulaire de l'accord-cadre sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur. Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les stipulations déterminées en la matière aux articles 8 et 9 du CCTP.

Le dispositif à mettre en œuvre par le titulaire de l'accord-cadre pour informer l'acheteur des événements et changements impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant les systèmes est déterminé à l'article 8 du CCTP.

13.4. INFORMATION DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées à l'article 14 du présent document. Il reste responsable du respect de celles-ci.

14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1. Définition des résultats

Au sens du présent article :

Les **résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, tels que, notamment les œuvres de l'esprit (en ce qui compris les logiciels et leur documentations), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelles, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 18 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liées directement à l'objet du présent accord-cadre.

Les «**connaissances antérieures**» désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment de l'accord-cadre, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

14.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 19 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du présent accord-cadre est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans l'accord-cadre.

14.3. Régime des résultats

Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans l'accord-cadre Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

Droits de l'acheteur

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au présent accord-cadre. Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits

 FranceAgriMer	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 20 / 44
--	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables à l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats (cf. ci-après 'droits du titulaire').

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

- les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 21 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant de l'accord-cadre.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord-cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent accord-cadre, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus ci-avant, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de ses obligations en la matière. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect de ses obligations de confidentialité et du régime de confidentialité des résultats et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution de l'accord-cadre. La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.

Stipulations communes

Exercice des droits : pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre de l'accord-cadre, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre, tels que :

- les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur, ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.
- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 22 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Garanties des droits : le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non. A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations portées au présent article aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations portées ci-avant, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en oeuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations du présent article, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;

– les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l’allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l’acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l’acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

Stipulations finales : De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l’utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d’utilisation applicables à l’accord-cadre.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l’apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d’évolution, d’adaptation, de traduction ou d’incorporation des résultats à des fins notamment d’interopérabilité avec d’autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l’acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l’accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l’acheteur conserve les droits d’utilisation applicables à l’accord-cadre.

L’acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en oeuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l’objet de l’accord-cadre. L’acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées au présent document et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L’existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d’informations générales sur l’existence de l’accord-cadre et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s’opposent pas à la possibilité, pour l’acheteur, pour la mise en oeuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect des obligations de confidentialité fixé au présent document.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s’informent mutuellement des modifications qu’elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l’autre partie. Elles s’accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

15. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D’INTERET ET D’ATTEINTE A LA PROBITE

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d’intérêt et d’atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d’une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent document.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 24 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

16. PRIX

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

16.1. Nature des prix

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires ou forfaitaires selon la typologie de l'unité d'œuvre.

Les prix des unités d'œuvre sont fixés dans l'annexe financière de l'accord-cadre.

Dès lors que la description d'une UO dans le CCTP prévoit qu'elle peut être commandée pour un délai ou une durée d'exécution plus court que le délai ou la durée standard (ou maximal) déterminé au CCTP, son prix est dans ce cas calculé prorata temporis de la durée fixée dans le bon de commande.

16.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- L'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- des frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,
- les marges pour risques notamment celles à l'évolution du taux change et des marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres.

De façon générale, les prix doivent comprendre l'ensemble des frais et des dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre (ex : frais de déplacements, frais administratifs, téléphoniques, frais de mise à disposition pour les prestations réalisées en centre de service des infrastructures (matérielles et logicielles), des environnements de développement, de tests unitaires et le cas échéant d'intégration ainsi que des communications nécessaires à la réalisation des prestations et aux livraisons, notamment les serveurs, les espaces de travail ad hoc et les postes de travail).

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance ne couvre pas : la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causés par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ; la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ; la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 25 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT figurant à l'acte d'engagement. En cas de prestataire étranger, le prix proposé n'est pas libellé en TTC et ne fait pas apparaître la TVA dans la mesure où il revient au pouvoir adjudicateur d'auto-liquider directement le montant de la TVA correspondant selon le taux en vigueur en France.

16.3. Variation des prix

Les prix de l'annexe financière sont fermes la première année du marché puis sont révisables à la date anniversaire. A l'issue de la première année d'exécution de l'accord-cadre (soit 1 an après la date de notification de l'accord-cadre), les prix sont révisés annuellement, par application de la formule suivante : $P = P_o [0,30 + 0,70 (S_y/S_{y0})]$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial de l'accord-cadre

S_{y0} = dernier indice 010766572* publié à la date de remise des offres

S_y = dernier indice 010766572* publié au 1^{er} trimestre de l'année de révision

* Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB). Prix de marché – CPF 62.01 – Services de programmation informatique publié par l'INSEE.

Lien : [Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises \(BtoB\) – Total HS – Ensemble des services | Insee](#)

17. MODALITES DE REGLEMENT

17.1. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement signé au moment de l'attribution de l'accord-cadre avec le soumissionnaire retenu, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois ; le taux d'avance est de 30 %.

Lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance, dans les mêmes conditions que le titulaire (cf. alinéa 1^{er} ci-dessus).

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ce délai ne peut excéder 30 jours.

Assiette de l'avance

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du bon de commande diminué le cas échéant du montant des prestations confiées au (x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 26 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Modalités de remboursement de l'avance

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de celui-ci postérieurement à la notification de l'accord-cadre, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde au titulaire ou au sous-traitant. Il commence lorsque le montant TTC des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement doit être terminé au plus tard lors de la dernière facture du marché.

17.2. Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire de l'accord-cadre.

Ainsi, le titulaire doit transmettre sa facture via **Chorus Portail Pro**.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct. A préalable, l'acheteur doit avoir informé le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, de l'obligation à sa charge de transmission des factures sous forme électronique et l'avoir invité à s'y conformer.

Lorsqu'un tiers au titulaire est habilité à recevoir des demandes de paiement il est tenu, pour l'exercice de ces missions, de s'intégrer et de se conformer au portail de facturation utilisé par l'acheteur sauf si ce portail ne le permet pas.

La remise de la demande de paiement intervient soit aux dates prévues par l'accord-cadre, soit après l'admission des prestations, conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Outre les mentions légales obligatoires, chaque facture devra comporter les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre (objet et numéro communiqué lors de la notification du marché) ;
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer en tant que destinataire de la facture 130 006 364 00017 ;
- le numéro d'engagement juridique et le code service de l'acheteur transmis par FranceAgriMer avec chaque bon de commande.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations prévues au présent document, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections effectuées.
- le détail des prix.
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 27 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix.
- en cas de regroupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci.
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant le cas échéant selon le taux applicable.

Le paiement des factures s'effectue par virement sur le compte du titulaire suivant les règles de la comptabilité publique.

17.3. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

Chaque membre d'un groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. La demande de paiement d'un groupement conjoint présentée par le mandataire est décomposée en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Il n'y a pas de lien contractuel entre l'acheteur et le sous-traitant.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le paiement du sous-traitant s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R.2193-10 à R2193.16 du code de la commande publique.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés dans les mêmes conditions que celles prévues par l'accord-cadre.

17.4. Délais de paiement

Les sommes dues aux titulaires sont payées dans le délai global de 30 jours fixé par le décret 2013-269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la facture dans les conditions fixées aux articles 17.2, 17.3, 17.4 du présent document.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au

 FranceAgriMer	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 28 / 44
--	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Tout dépassement de ce délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-avant donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

18. PENALITES

18.1. Catégories de pénalités

Le titulaire encourt l'application, sans mise en demeure préalable, des pénalités ci-dessous mentionnées.

18.1.1. Nombre d'anomalies non détectées lors des prestations REALCAMP :

Des pénalités pour non-respect de la qualité des prestations de recette REALCAMP peuvent être appliquées en cas d'absence de détection par le titulaire d'anomalies pourtant reproductibles sur des scénarios de tests prévus au titre des prestations.

Les anomalies non détectées par le titulaire que les équipes de FranceAgriMer arrivent à reproduire sur l'environnement de recette en exécutant un des scénarios de test prévus au titre de la prestation de recette REALCAMP considérée sur la version applicative objet de la prestation, et avec un jeu de données de mêmes propriétés, et sans autre facteur exogène permettant d'exonérer la responsabilité du titulaire, constituent un défaut de qualité de la prestation de recette.

Les anomalies et incidents détectés sont classés par FranceAgriMer en 3 catégories, fonction de leur gravité :

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 29 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- anomalie ou incident bloquant(e) : anomalie ou incident qui empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application sans solution de contournement. Ce type d'anomalie concerne les programmes qui ne fonctionnent pas, les transactions qui fournissent des résultats rendant le produit impossible ou risqué à exploiter,
- anomalie ou incident majeur(e) : anomalie ou incident qui empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application tout en permettant l'obtention du résultat par une solution de contournement simple et acceptée par FranceAgriMer. A défaut d'une solution de contournement acceptée, cette anomalie est considérée comme bloquante,
- anomalie ou incident mineur(e) : anomalie ou incident qui n'empêche pas l'usage normal de l'application. C'est typiquement dans ce type d'anomalie que sont rangés les textes avec des fautes d'orthographe, les aides écrans non présentes, les présentations d'écran hors normes.

En cas de non-respect de la qualité des opérations de recette, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités sur le montant de la prestation de TRA considérée calculées en application de la formule suivante :

Ratio	Pénalités progressives selon la valeur du seuil	
$\frac{(\text{Nombre total d'anomalies bloquantes} \times 2.5) + (\text{nombre total d'anomalies majeures} \times 1) + (\text{nombre total d'anomalies mineures} \times 0.2)}{\text{Montant de la prestation de TRA}}$ <p>* : anomalie reproductible sur l'environnement de recette à l'aide d'un des scénarios de tests programmés, et sur un jeu de données de mêmes propriétés.</p>	Seuils	% de pénalité
	> 5	5%
	> 6	6%
	> 7	7%
	> 8	8%
	> 9	9%
	> 10	10%

Le dépassement de ces seuils peut en outre amener FranceAgriMer à ajourner ou rejeter l'admission de la prestation.

18.1.2. Pénalité en cas de retard dans la mise en place de ressources supplémentaires ou de remplacement de ressources

$$P = 100 \times R$$

P = montant de la pénalité en euros HT

R = nombre de jours ouvrés de retard au regard des délais fixés dans le CCTP pour la fourniture de ressources supplémentaires ou de remplacement de ressources.

18.2. Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants par le pouvoir adjudicateur. Dans le cadre du présent accord-cadre, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

18.3. Généralités

Les différentes catégories de pénalités peuvent être cumulées. Le paiement des pénalités est indépendant des autres sanctions auxquelles les manquements du titulaire peuvent donner lieu (résiliation, ...).

Ne donneront pas lieu à pénalité les manquements du titulaire qui seraient dus à l'inexécution par le pouvoir adjudicateur de ses propres obligations contractuelles, dans la seule limite des effets de cette inexécution sur les obligations du titulaire.

Le montant des pénalités est déduit des paiements effectués au profit du titulaire. L'acheteur pourra également recouvrer les pénalités auprès du titulaire par l'émission d'un titre exécutoire.

Le montant annuel des pénalités exigibles au titre du présent accord-cadre est plafonné à 20 % du montant TTC des bons de commande émis sur l'année donnée. Au-delà de ce plafond, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans préjudice de l'application des autres stipulations régissant la résiliation.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la défaillance par le pouvoir adjudicateur à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance.

Le titulaire peut toutefois proposer, à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance, des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

Le pouvoir adjudicateur peut également décider unilatéralement de ne pas appliquer les pénalités ou encore de les réduire.

19. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.
- soit en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 31 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de l'accord-cadre il peut substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre de substitution. L'accord-cadre de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

20. REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ces préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le montant des dommages est illimité pour les dommages corporels ; le montant des dommages autres est plafonné au montant de l'accord-cadre.

21. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causées par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit une **assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle** pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant à l'acheteur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent accord-cadre

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent accord-cadre, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur de l'accord-cadre qui lui a été attribué.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 32 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

22. RESILIATION

22.1. Principes généraux

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 22.4, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 22.5, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 22.3.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 22.2.

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent accord-cadre ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé (article R2191-31 du code de la commande publique).

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

22.2. Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur peut, en l'absence de toute faute du titulaire et à tout moment, mettre fin à l'accord-cadre avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissement, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 33 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

22.3. Résiliation pour évènements extérieurs

L'acheteur peut décider de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas des circonstances particulières suivantes :

Décès ou d'incapacité civile du titulaire.

L'incapacité physique manifeste et durable de l'entreprise titulaire compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre peut donner lieu à résiliation de l'accord-cadre par l'acheteur.

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-11-1 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Incapacité physique du titulaire.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

22.4. Résiliation pour évènements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre de sa propre initiative ou à la demande du titulaire validée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes pourront convenir d'une indemnité. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 34 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

nécessaires à la fixation de l'indemnisation dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

22.5. Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 22.3, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts ;
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- en cas de défaut de présentation, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive des moyens mise à la disposition du titulaire
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées ci-avant à l'article 11 ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 2 et ses modifications sont de natures à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre ;

Sauf dans les cas prévus aux quatre premiers retraits de l'énumération ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 35 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

23. DECOMPTE DE RESILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire.

La notification du décompte par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation de l'accord-cadre. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 25 ci-après.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation '**pour évènement liés à l'accord-cadre**' et '**pour motifs d'intérêt général**' comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par l'accord-cadre et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- La valeur des prestations fournies à l'acheteur, à savoir :
 - la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures ;
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution de l'accord-cadre ;
 - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution de l'accord-cadre ;
 - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation de l'accord-cadre.

Si la résiliation est prise suite à une décision de résiliation '**pour motif d'intérêt général**', une somme forfaitaire calculé en appliquant un pourcentage de 5 % à la différence entre le montant hors TVA non révisé de l'accord-cadre et le montant hors TVA non révisé des prestations admises. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Plus généralement tout préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation '**aux torts du titulaire**' comprend :

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 36 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par l'accord-cadre et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation '**pour évènements extérieurs au marché**' ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par l'accord-cadre et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

24. REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE

En cas de résiliation, l'acheteur peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matériels et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise le cas échéant des moyens matériels d'exécution spécialement destinés à l'accord-cadre ;

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 37 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

L'acheteur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

25. REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les parties s'efforceront de régler, par voie amiable, les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent accord-cadre. L'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de **notification** du décompte de résiliation dans le délai mentionné au article 23.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-avant, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde de l'accord-cadre, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées plus avant, pour porter ses réclamations

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 38 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

26. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

L'accord-cadre peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article 130 du décret susvisé et le comptable chargé du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

27. CESSION DE L'ACCORD-CADRE

Par cession de l'accord-cadre on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers à l'accord-cadre en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession de l'accord-cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord-cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats à l'accord-cadre à l'appui de leur dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du pouvoir adjudicateur.

Annexe 1 - RGPD

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, représenté par son Directeur Général,

Ci-après désigné « l'acheteur » ou le « pouvoir adjudicateur »

Et, d'autre part, le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant» ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte du pouvoir adjudicateur ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du pouvoir adjudicateur, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 40 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement. Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle).

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel de FranceAgriMer, de l'InterApi les participants aux réunions du comité de pilotage, les personnes destinataires des livrables, les personnes interrogées pour la réalisation des prestations du présent marché notamment les opérations de recensement des données

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.
En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par le pouvoir adjudicateur, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.
Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.
- traiter les données protégées conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction du pouvoir adjudicateur, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 41 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par le pouvoir adjudicateur relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si le pouvoir adjudicateur lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant fournira au pouvoir adjudicateur l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'accepter ou de refuser cette sous-traitance.

À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de du pouvoir adjudicateur. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 42 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par le pouvoir adjudicateur. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées au pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, à l'organisme dont le pouvoir adjudicateur lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

	ACCORD-CADRE TRA 2025	Code Doc CCAP	Version 1	Page 43 / 44
---	----------------------------------	-------------------------	------------------	------------------------

11. Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du sous-traitant

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.